

**COMMUNIQUÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE****LE 1<sup>er</sup> MAI : PROLONGEONS LA MOBILISATION DU 9 AVRIL !**

Le 9 avril 2015, des centaines de milliers de salariés ont répondu à l'appel lancé par la CGT, FO, Solidaires et la FSU à la grève interprofessionnelle et à manifester pour exiger du gouvernement l'arrêt des politiques d'austérité, l'abandon du projet de loi Macron de démantèlement du code du travail, et l'arrêt du Pacte de responsabilité et de son plan d'économies de 54 milliards d'euros sur les dépenses publiques et sociales en contreparties de milliards de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat.

Les personnels de toutes catégories de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR), comme les étudiants, ont pris toute leur place dans cette mobilisation. De manière spécifique, nous y avons dénoncé les conséquences de l'austérité dans l'ESR : difficultés budgétaires aggravées avec des dotations 2015 des universités ne devant être connues que le 27 Avril (!), précarité qui explose, emplois titulaires décroissants sans cesse dans les EPST et les universités, dégradation accentuée des conditions de travail et d'études. Dans le même temps, les fusions d'universités et la mise en place des COMUE remettent en cause le caractère national de l'ESR et conduisent à des concentrations/désertifications selon les régions, avec à la clé des mobilités forcées, et une restriction de l'offre d'enseignement de proximité pour les étudiants.

Le gouvernement reste sourd à ces revendications. **Nos organisations appellent les personnels et les étudiants de l'ESR à participer massivement aux cortèges du 1<sup>er</sup> Mai à Paris et en Province pour y exiger :**

- l'arrêt des politiques d'austérité et d'aides sans conditions aux entreprises, renforcées par le Pacte de responsabilité et le projet de loi Macron. 6 milliards de Crédit d'Impôt Recherche = 100.000 emplois dans l'ESR !
- la fin des suppressions et des gels d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant la résorption de l'emploi précaire et le bon accomplissement de toutes les missions de recherche et d'enseignement ;
- des mesures budgétaires d'urgences pour les universités et les organismes de recherche, rétablissant à un niveau satisfaisant le soutien de base des laboratoires et des services ;
- l'arrêt des restructurations à marche forcée des COMUE et le maintien du caractère national des EPST comme du statut national des personnels de l'ESR ;
- un moratoire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- des moyens supplémentaires pour lutter contre la précarité, démocratiser l'enseignement supérieur et garantir la réussite de tous les étudiants ;
- une hausse immédiate du pouvoir d'achat par le dégel du point d'indice et par un rattrapage uniforme des pertes subies depuis des années – et une revalorisation des salaires et des carrières ;
- le maintien et l'amélioration du statut général de la Fonction Publique et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour les citoyens ;
- la défense de notre protection sociale.

ORGANISATIONS SIGNATAIRES : **SNTRS-CGT, CGT-INRA, FERC-SUP-CGT, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNETAP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SUD-RECHERCHE-EPST, SOLIDAIRES ÉTUDIANT-E-S, SUD-EDUCATION.**

# Appel à manifestation dans toute l'Europe le 12 mai 2015

**Défendre et améliorer l'enseignement supérieur et la recherche,  
les conditions de travail et l'emploi scientifique**

Le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) est la branche européenne de l'Internationale de l'Éducation qui regroupe la plupart des syndicats de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau mondial. Pour la première fois, les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) des différents pays européens ont décidé d'une action commune en Europe à l'occasion de la réunion des 14 et 15 mai 2015 à Erevan (Arménie) des ministres de l'ESR des pays engagés dans le processus de Bologne. Dans tous les pays européens, l'enseignement supérieur et la recherche sont l'objet de dégradations similaires, qui sont issues des mêmes politiques d'austérité. Les conséquences sont lourdes, pour les personnels et les étudiants, pour le développement de la recherche et des formations. Les institutions européennes et les gouvernements nationaux en portent la responsabilité.

Sur la base des revendications portées par les syndicats de l'ESR des différents pays européens, le CSEE appelle à des actions la semaine précédant la réunion d'Erevan pour une autre politique de la recherche et de l'enseignement supérieur de l'Europe et des pays européens, notamment sur la base des analyses et revendications du texte d'appel ci-dessous.

**En France, les syndicats des personnels de l'ESR et d'étudiants appellent à des rassemblements**

**MARDI 12 MAI**

*à Paris, devant le ministère de l'ESR, rue de Grenelle,  
et dans les principales villes universitaires.*

## Appel du Comité syndical européen de l'éducation

En raison de la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche en Europe et dans chaque pays européen, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) appelle tous les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche des pays européens à des actions avant la conférence ministérielle de Bologne qui se tiendra à Erevan les 14-15 mai 2015. Le CSEE condamne :

- L'augmentation de l'emploi précaire, et les conditions de travail de plus en plus dégradées ;
- La perte de liberté académique ;
- Les attaques contre les fondements de la recherche ;
- L'insuffisance du financement.

Le CSEE appelle les institutions de l'Union européenne et les gouvernements à prendre des mesures pour :

- Une solidarité au sein de l'Union européenne et dans toute l'Europe qui permette un développement équilibré de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Un plan de recrutement pluriannuel ambitieux d'emplois stables pour l'enseignement supérieur et la recherche ;
- Une augmentation significative du financement de base des institutions de recherche et d'enseignement supérieur ;
- Une politique de développement de tous les domaines de la recherche, garantissant la diversité des sujets et des approches de la recherche, le respect des méthodes de recherche, les temporalités de la recherche et la liberté académique pour les personnels et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;
- Une politique d'élimination des inégalités, notamment celles fondées sur le genre ;
- La restauration et le développement d'une approche démocratique et collégiale au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Sont d'ores et déjà signataires : **SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNETAP-FSU, SNTRS-CGT, SUD-RECHERCHE, SUP RECHERCHE-UNSA, UNSA ITRF-BI-O, SNPTES, SGEN-CFDT, SGEN-CFDT RECHERCHE EPST, UNEF, Sciences en Marche.**

*(Liste non exhaustive, toutes les organisations n'ont pas donné leur réponse à ce jour)*

**Syndicat national de l'enseignement supérieur – 78, rue du Faubourg-Saint-Denis – 75010 Paris  
Tél. : 0144799621 – Fax : 0142462656 – Courriel : [sg@snesup.fr](mailto:sg@snesup.fr) – Site Web : [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr)**